

# Le gouvernement enfin au secours du parc de Doñana

Dossier de la rédaction de H2o  
December 2022

Le gouvernement espagnol a annoncé un investissement de 356 millions d'euros pour la restauration des zones humides du parc national de Doñana. Des scientifiques et des écologistes alertent depuis plus de vingt ans sur la situation de ce parc national de 54 000 hectares englobant des marais et ruisseaux peu profonds, un long cordon dunaire et également le delta du Guadalquivir, dans le sud-ouest de l'Andalousie. Les investissements viseront la réduction des extractions d'eau souterraine, la restauration de l'hydrologie de surface et l'amélioration des systèmes d'assainissement et de traitement. Le gouvernement espagnol prévoit en outre d'investir à terme, sur la période 2022-2027, plus de 2 milliards d'euros à travers 260 chantiers dans les bassins andalous.

Le parc national, créé en 1969, accueille six millions d'oiseaux migrateurs sur leur trajet Afrique-Europe ; il est aussi le site d'hivernage de plus d'un demi-million d'oiseaux aquatiques. À l'époque, les agriculteurs de Huelva, où se trouve en grande partie le parc national de Doñana, produisaient principalement des olives ou pratiquaient d'autres cultures adaptées à l'environnement aride. Mais dans les années 1980, la culture des fraises sous serres-tunnels a pris son essor, induisant d'importants prélèvements d'eau dans l'aquifère. La moitié de cette extraction intensive est d'ailleurs illégale, avec entre 1 000 et 2 000 forages non autorisés. En 2020, la Commission européenne a assigné l'Espagne devant la Cour européenne de justice pour prélèvement excessif dans les aquifères. Aujourd'hui, Huelva produit les trois quarts des fraises d'Espagne. Surnommées "l'or rouge", leurs exportations se sont élevées à 350 000 tonnes l'année dernière pour une valeur de plus de 1,2 milliard d'euros. En manque d'eau, les marais ont également vu leur superficie se réduire de 150 000 hectares à seulement 30 000 hectares. En 2021, la Cour européenne de justice a jugé que l'Espagne avait manqué à son devoir de protéger les zones humides, notamment en autorisant l'exploitation de l'aquifère au balcon de la station balnéaire voisine de Matalascañas. Le gouvernement risque désormais une lourde amende s'il ne prend pas de mesures adéquates pour préserver l'écosystème. Le nouveau plan de restauration hydrologique devra permettre de reconnecter les cours d'eau essentiels à Doñana et de récupérer les marécages situés au nord du parc.

Spain invests in recovery wetlands Coto Doñana, Fergal MacErlean - Water News Europe